

rettes, ce qui réduirait la contrebande de cet article et aiderait l'industrie du tabac; mais on a été déçu. Il est certain que cette mesure devrait être adoptée; les droits d'accise sur les cigares devraient aussi être réduits. Nous devrions aussi relever le tarif douanier sur le tabac en feuilles et le placer au même niveau que le tarif américain. Il semble honteux d'importer 17 millions de livres de tabac des Etats-Unis lorsque nos producteurs pourraient tout aussi bien récolter le produit.

Je désire maintenant lire une couple d'extraits qui indiquent bien ce que les gens des Etats-Unis pensent d'un tarif élevé et ce que ce dernier a fait pour le manufacturier et le cultivateur américains. Le président Coolidge parlant devant la Union League de Philadelphie, le 17 novembre 1927, sur les avantages que le tarif avait apportés à toutes les classes des Etats-Unis, faisait la déclaration suivante:

Sans l'influence d'un tarif protectionniste, notre pays n'aurait jamais pu atteindre son état actuel de développement varié, avec ses salaires élevés, sa distribution incomparable de richesses, et son genre d'existence si élevé. Si l'on veut que ces conditions subsistent, il faut maintenir cette politique. Pour ce qui est de certains produits, nous sommes en mesure de faire concurrence au monde entier, mais, en général, notre agriculture et notre industrie sont forcées de faire de plus grands frais d'établissement, de payer de plus forts salaires et, conséquemment, leur coût de revient est plus élevé que celui des pays étrangers.

Toute réduction importante de notre tarif général causerait fatalement une déflation grave dans nos valeurs agricoles et industrielles, dans l'échelle des salaires, et dans le genre d'existence. Sous le système actuel, notre commerce extérieur a atteint son maximum pour les temps de paix: notre revenu national a augmenté graduellement et a atteint le chiffre énorme de 90 billions pour la dernière année civile. Ce chiffre représente un volume d'affaires et de commerce supérieur à celui que tout autre pays a jamais produit. C'est le zénith de notre prospérité. Il faut tenir compte de tout cela en appréciant les mérites de la politique suivie depuis longtemps dans ce pays.

Bien que nous ayons placé entièrement l'industrie de notre pays dans des mains privées, nous avons adopté un système de réglementation gouvernementale et défendu par des lois les entraves au commerce et les pratiques injustes d'affaires afin de permettre au public de tirer plein profit de toute concurrence raisonnable et de mettre nos opportunités commerciales à la portée de tous. Les privilèges n'ont pas leur place dans notre système politique ou économique.

Je cite maintenant un journal, le *South Dakota Chief*, publié à Iroquois, centre agricole, qui dit ceci:

Ce qu'a fait la protection

Voici une voix de l'Ouest, la voix du *Iroquois Chief* (D.S.), qui s'élève pour la défense de la loi tarifaire actuelle:

De fait, les résultats ont été exactement ceux que les protectionnistes avaient prédits. Les

[M. Robinson.]

salaires se sont élevés parce que les ouvriers ont été protégés contre la concurrence de la main-d'œuvre à bon marché des pays d'Europe. La pleine jouissance de notre marché domestique a permis à nos manufacturiers d'augmenter leur rendement et de réduire le coût de revient dans une proportion telle que le coût de l'existence n'a pas augmenté. Nous avons donc en ce moment ce qui semblerait une condition impossible à l'économiste théoricien: une augmentation des salaires et une réduction du coût de l'existence. Les théoriciens nous avaient dit que la chose ne pouvait se faire, mais en général les théoriciens sont des libre-échangistes, des internationalistes, et que saisisse. Ils oublient d'accorder à l'idée américaine de la production standardisée le poids qu'elle mérite.

Avant de conclure, monsieur l'Orateur, je désire citer certains faits concernant la Canadian Steel Corporation d'Ojibway, dans ma circonscription, comme on l'a dit deux ou trois fois déjà dans cette Chambre. Je puis vous assurer que je connais mon sujet, car j'ai eu l'honneur de succéder à feu l'honorable W. C. Kennedy au conseil d'Ojibway. Lorsque la United States Steel Corporation vint s'établir à Ojibway, dans le comté d'Essex, et organisa la Canadian Steel Corporation, elle se proposait surtout de fabriquer des produits du fer et de l'acier que l'on ne produisait pas alors au Canada. Après avoir dépensé neuf ou dix millions de dollars, les travaux furent abandonnés en 1922 parce que le Gouvernement actuel avait promis de donner suite à son programme de 1919, et les changements apportés plus tard dans le tarif et affectant l'industrie du fer et de l'acier vinrent confirmer son jugement de 1922. La corporation est actuellement à transporter sa fabrique de fil de fer de Hamilton à Ojibway, les seuls travaux entrepris depuis quelques années, et ce, au détriment de Hamilton. Cette fabrique emploiera de cent à deux cents hommes lorsqu'elle sera en pleine exploitation. Je peux dire sans crainte d'être contredit que si l'on stabilisait le tarif sur le fer et l'acier et si l'industrie recevait la protection qu'elle mérite pour se défendre contre une concurrence injuste, la Canadian Steel Corporation serait trop heureuse de poursuivre son projet qui comporte une dépense de plusieurs millions de dollars et l'emploi de plusieurs milliers d'ouvriers. Mon adversaire aux dernières élections a déclaré que si les libéraux reprenaient le pouvoir, ils forceraient la Canadian Steel Corporation à fabriquer. "Elle devra jouer franc jeu ou se retirer" furent ses paroles textuelles. Cette attitude a influencé beaucoup d'électeurs dans la région où existe cet établissement. Le Gouvernement veut-il me dire s'il a l'intention de tenir cette promesse et, dans l'affirmative, quand? Je reconnais au Gouvernement le mérite d'avoir rempli la pro-